

La politique extérieure argentine pour la décennie 90 – Trois scénarios possibles (Note)

Carlos Soukiassian

Volume 21, Number 2, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702663ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702663ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Soukiassian, C. (1990). La politique extérieure argentine pour la décennie 90 – Trois scénarios possibles (Note). *Études internationales*, 21(2), 313–324.
<https://doi.org/10.7202/702663ar>

La politique extérieure argentine pour la décennie 90 – trois scénarios possibles

Carlos SOUKIASSIAN*

La politique extérieure d'un pays est souvent considérée comme un processus rationnel, cohérent et orienté vers certains objectifs généraux élaborés par le chef d'État avec le consensus et l'assistance de son ministre des Affaires étrangères.

Pourtant, ceci ne correspond guère à la réalité complexe de la plupart des pays, dont l'Argentine. Formuler la politique extérieure est très souvent un processus complexe et fragmenté combinant une série de politiques (d'origines diverses et, quelquefois, même conflictuelles) émanant des différents niveaux de gouvernement et de la société dans son ensemble. Les différentes décisions en politique extérieure sont le « produit » de véritables « combats » à l'intérieur du système.¹ Affirmer que la politique extérieure d'un État est neutre, alignée, indifférente, impérialiste, offensive, isolationniste ou défensive serait donc sinon une erreur, du moins une généralisation excessive.

Ce type de mésentente apparaît lorsqu'on essaie d'agir en tenant compte seulement du « produit » sans connaître les « ingrédients » ni ceux qui l'ont élaboré. Il semble donc indispensable de bien connaître les acteurs qui formulent la politique extérieure, si l'on désire envisager une relation fructueuse avec un pays.

L'objectif principal de cet exposé est celui d'esquisser les scénarios possibles alternatifs en utilisant les personnes constituant l'ensemble des politiciens et des techniciens péronistes qui formulent la politique extérieure comme acteurs. Ceux-ci luttent pour faire prévaloir leurs critères sur les formes que celle-ci doit avoir.

* Chercheur à la Fondation « Dr. Sergio Karakachoff ». Conseiller du Bloc de Députés de l'Union Civica Radical (UCR). Intégrant de la Commission de Relations Internationales du Comité National de la UCR.

1. Pour une meilleure compréhension des procès de formulation de la politique extérieure voir les auteurs suivants: BUCHEUS, WILLIAM, *Foreign Policy and Bureaucratic Process*. Princeton, Princeton University Press. 1974. COLEMAN et QUIRÓS VARELA, « Determinants of Latin America Foreign Policies: Bureaucratic Organization and Development Strategies », dans FERRIS and LINCOLN (eds); *Latin American Foreign Policies: Global and Regional Dimensions*. Boulder, Westview Press, 1981, p. 40.

Revue Études internationales, vol. XXI, n° 2, juin 1990

I – L'insertion argentine dans le monde

Sous la dictature militaire, l'image de l'Argentine dans le monde s'est retrouvée au plus bas niveau au cours de ce siècle. La période autoritaire vécue a eu de graves effets sur la politique extérieure argentine. D'un côté l'isolement international résultant des condamnations dues aux violations des Droits de l'Homme, et de l'autre, l'imprévisibilité due aussi bien à la fragmentation du pouvoir politique à l'intérieur même du gouvernement, qu'à l'incapacité d'engendrer des « faits politiques » au niveau international; la politique extérieure se limitant à cacher aux autres pays les problèmes que la politique interne provoquait.

La restauration démocratique a permis de redonner à l'Argentine un rôle dans le monde et par conséquent de recomposer son image à l'extérieur. La période 1983-1989 a été plus féconde en ce qui concerne la politique extérieure, face à l'antithèse de la gestion précédente. La politique extérieure du gouvernement démocratique a cassé l'isolement et promu l'insertion dans les organismes internationaux et régionaux les plus divers. Elle a cessé d'être imprévisible à travers le développement d'une politique externe cohérente et rationnelle.² La capacité d'initiative a été retrouvée, ce qui a engendré une quantité importante de faits politiques de répercussion internationale. Nous pouvons citer à titre d'exemple:

Le conflit limitrophe avec le Chili résolu par un plébiscite.

L'adhésion au Groupe des Six pour le désarmement mondial.

L'Argentine devient un ardent défenseur des Droits de l'Homme dans tous les organismes internationaux.

Avec le Brésil, le Pérou et l'Uruguay elle a mis sur pied le Groupe d'aide au Contadora, dont la mission était de résoudre le conflit en Amérique centrale.

Elle a aussi participé à l'Accord de Carthagène dont l'objectif était de faire comprendre aux créiteurs et aux gouvernements la nécessité d'une solution politique de la dette externe.

En 1987, création du Groupe des Huit, dont les réunions au niveau des sommets présidentiels ont accéléré le lent processus d'intégration de l'Amérique latine.

En ce sens l'Argentine a signé avec le Brésil et l'Uruguay un accord d'intégration très particulier brisant ainsi l'hypothèse de conflit la plus importante de la région.

Ce type d'association s'est pratiqué aussi avec des pays développés comme l'Italie et l'Espagne.

2. Sur les objectifs de la politique extérieure du gouvernement de Raúl Alfonsín se renseigner sur: « Conferencia del Canciller Dante Caputo sobre 30 meses de política exterior en democracia » (Conférence sur les trente mois de politique extérieure en démocratie), Carrera de Ciencia Política. Universidad de Buenos Aires. 4 de junio de 1986.

Le président Alfonsín a été le premier président argentin à visiter l'URSS.

L'Argentine est devenue un des principaux instigateurs du Mouvement des non-alignés.

L'Argentine a couronné ce prestige international en présidant en 1988 l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Malgré le succès incontestable de l'Argentine en politique extérieure, en ce qui concerne la stabilité et la croissance économiques le résultat obtenu n'est pas satisfaisant. Une amélioration de la situation lui permettrait de sortir du marasme où elle sombre depuis des décennies. La première transition entre deux gouvernements démocratiques s'est déroulée dans le cadre de la plus grave crise économique de ce siècle, ce qui a accéléré les termes de la cession du pouvoir prévue pour décembre 1989.

Le gouvernement péroniste de Carlos Menem sera chargé de diriger le pays jusqu'à la moitié de la décennie 90. Ceci dit, quels seront les fils conducteurs de la nouvelle politique extérieure? Quels effets auront-ils sur l'image que l'Argentine avait conquise dans la communauté internationale? Nous essayerons d'éclaircir ces questions à travers le développement de trois scénarios possibles de politique extérieure argentine.

II – Trois scénarios de politique extérieure argentine

Depuis les premières actions du gouvernement, la seule certitude semble être que le président Menem n'est pas disposé aux décisions conventionnelles. Attitude qui peut être appréciée dans la constitution d'un conseil de ministres hétérogène, composé de néolibéraux et de péronistes orthodoxes, jusqu'à la mise en place d'une politique d'ajustement économique drastique incluant la privatisation de la plupart des entreprises de l'État.

En politique extérieure, Domingo Cavallo, un économiste néolibéral (fonctionnaire de l'équipe économique du régime militaire) a été nommé ministre, ce qui a surpris ses propres partisans.

Il existe aujourd'hui au moins trois projets de politique externe à l'intérieur du péronisme:

Un projet de politique extérieure néolibérale;³

Un projet de politique extérieure péroniste orthodoxe;

Un projet de politique extérieure péroniste rénovatrice.

3. En Argentine le terme néolibéral est employé pour désigner les secteurs politiques et économiques liés aux intérêts des États-Unis et de la Grande-Bretagne et qui sont portés à l'application des principes les plus orthodoxes du libéralisme. Ils présentent un comportement de type conservateur dans l'aspect politique et ils ont toujours accompagné les régimes militaires.

De ces projets nous développerons trois scénarios possibles de politique extérieure argentine pour les six années à venir.⁴

Peut-être est-il nécessaire d'éclaircir la technique du scénario pour éviter des confusions. Ce que nous développerons à partir d'ici est une espèce d'exercice intellectuel par le biais d'une technique prospective appelée scénario. Ces scénarios sont décrits sous forme d'assertions courtes enchaînées par un lien logique. Ceci n'implique en aucune façon que ces affirmations vont inévitablement avoir lieu comme elles sont énoncées, puisqu'elles ont été élaborées sur la base de politiques réelles et non en fonction de probabilités.

L'objectif de ces pronostics n'est pas celui de prédire le futur avec de hauts degrés de certitude, mais de sensibiliser un public déterminé (essentiellement analystes politiques et décideurs en politique extérieure) aux tendances en cours, réduisant ainsi les surprises et permettant d'esquisser et planifier des politiques d'action en accord avec ces tendances, soit en les accélérant soit en les neutralisant.⁵

Le fait que trois scénarios se construisent, répond seulement à ce que ceux-ci couvrent la totalité des projets de politique extérieure à l'intérieur du parti au pouvoir. Ceci ne signifie pas que la politique externe des prochaines années ne sera pas une combinaison de différents scénarios, d'ailleurs il en est toujours ainsi dans la plupart des cas. Mais elle apparaîtra toujours à l'intérieur de ces limites, de sorte que l'objectif d'encadrer les positions de politique extérieure du gouvernement de Menem sera atteint.

III – Scénario de politique extérieure néolibérale

Ce scénario est représenté par ceux qui s'occupent actuellement de la politique externe. Le groupe néolibéral, à la tête duquel on trouve le ministre

4. On a pris comme sources pour l'élaboration des scénarios le programme électoral péroniste sur la politique étrangère et des articles sur la politique extérieure publiés dans la Revue *Perspectiva Internacional* éditée par le « Secrétariat de Relations Internationales du Parti Justicialista (Péroniste) ». Voir notamment, Juan Pablo LOLHÉ, « *La relacion Argentina-Estados Unidos, los temas de la agenda* », in la revista *Perspectiva Internacional*, año 1 n° 1, mayo de 1989. Lucía FONTENLA, « *Islas Malvinas y Atlántico Sur* », in la revista *Perspectiva Internacional*, año 1 n° 1, mayo de 1989. Raúl CARIGNANO, « *Integración Latinoamericana. Una necesidad vital* », *Revista Perspectiva Internacional*, año 1 n° 1, mayo de 1989; Archibaldo LANÚS « *Tendencias Internacionales* », *Revista Perspectiva Internacional*, año 1 n° 1, mayo de 1989; Domingo CAVALLO, « *Algunas orientaciones básicas de nuestra diplomacia* », *Revista Perspectiva Internacional*, año 1 n° 2, diciembre de 1989; José BORDÓN, « *Relaciones entre América latina y Estados Unidos* », *Revista Perspectiva Internacional*, año 1 n° 2, diciembre de 1989. Ana Mirka SEITZ, « *Argentina- América latina. ¿Qué margen de maniobra tiene el justicialismo?* », *Revista Perspectiva Internacional*, año 1 n° 2, diciembre de 1989; Saturnino ARANDA, « *Defensa nacional y relaciones internacionales* ». Editado por la imprenta del Congreso de la Nación. La Plata, octubre de 1989.
5. Sur la technique du scénario, voir les auteurs suivants: D. SAGE, « *The Scenario as an Approach to Studying the Future* », Berkeley, California, 1974. R. ZENTER, « *Scenarios, Past, Present and Future* » dans *Long Range Planning*, vol 15, n° 3, pp. 12/20. Great Britain, 1982. W. HUSS, « *Scenario Planing-What Style Should You Use?* », dans *Long Range Planning*, vol 20, n° 4, pp. 21/29, Great Britain, 1987.

Cavallo, constitue l'alliance implicite établie par le président Menem avec les forces du pouvoir économique, dont les principaux acteurs sont étroitement liés avec les cercles politiques des États-Unis et du Royaume-Uni. La politique extérieure que l'on prévoit d'après ce scénario est en rapport étroit avec un projet d'extrême ouverture économique. Parmi les principales mesures de politique extérieure on trouve :

A — Sur le plan global

L'action externe en ce domaine sera orientée vers le maintien d'une politique de *low profile* par rapport aux organismes internationaux, privilégiant les relations bilatérales, surtout avec les centres de pouvoir politiques et économiques occidentaux.

À l'intérieur de ce schéma, sous le thème de la dette et de l'ordre économique international, sa position se rapproche de celle du Chili, ce qui implique un rapprochement des idées soutenues par les États-Unis sur ce sujet, afin de recevoir les privilèges du Plan Brady. En ce sens, des politiques d'ajustement monétaire seront appliquées des négociations bilatérales avec les organismes financiers internationaux entreprises en vue de l'éradication de la dette, que ce soit au marché libre ou à travers sa capitalisation en privatisant les entreprises de l'État.

Appui aux initiatives globales de désarmement, sans participation au Groupe des Six. Appui aux condamnations pour violations des Droits de l'Homme dans les pays socialistes auxquels les États-Unis ont donné leur essor.

B — Sur le plan de l'Amérique latine

Cette politique de type néolibéral, privilégiant l'ouverture économique et commerciale, les relations préférentielles avec les États-Unis et l'échange avec les pays développés, ne laisse guère d'espace pour approfondir le projet d'intégration économique de l'Amérique latine. Le projet économique du gouvernement comporte seulement le maintien de la fluidité des relations avec le Brésil en tant que partenaire commercial important, et de celles avec le Chili en tant que voie d'accès au commerce avec le Pacifique.

Sa politique, orientée vers l'augmentation des relations avec les États-Unis, l'obligera à ne pas participer au Groupe d'appui au Contadora, éliminant ainsi de son agenda politique le conflit d'Amérique centrale. Ceci, à son tour, rendra la participation au Groupe des Huit assez difficile.

C — Les relations avec les États-Unis

L'objectif principal de la politique extérieure sera celui d'augmenter les relations avec le pays du Nord, afin d'obtenir des avantages relatifs dans le

domaine économique et commercial. En ce sens, l'Argentine compte donner son appui à la plupart des initiatives de ce pays, sur le plan global et régional. Elle compte aussi modifier quelques-unes de ses positions externes susceptibles d'entrer en contradiction avec les intérêts américains.

D — Les relations avec l'Europe occidentale

Les relations sur ce plan seront encadrées dans un intérêt exclusivement économique-commercial, puisque l'Argentine va envisager d'ouvrir cet important marché et d'obtenir l'appui financier et les investissements. À propos de l'aspect politique, les relations vont traverser une période de refroidissement en raison de la méfiance que l'image de Carlos Menem et du péronisme en général éveille en Europe.

Avec la Grande-Bretagne, on assistera à un dégel des relations entre les deux pays, d'un côté pour libérer un marché commercial important avec l'entrée de devises correspondantes (puisque les intérêts britanniques en Argentine sont encore considérables), de l'autre pour supprimer un des principaux obstacles au rapprochement avec les États-Unis.

E — Les relations avec les pays du Tiers-Monde

La formation du modèle néolibéral d'insertion économique internationale ne comporte pas d'étroites relations avec le Tiers-Monde, à l'exception des relations commerciales, surtout avec les pays d'industrialisation récente du sud-est asiatique. En ce sens, le modèle économique prévoit la reprise des relations avec l'Afrique du Sud, ce qui rendra plutôt difficile la participation au Mouvement des non-alignés.

Cette politique de *low profile* dans les affaires et la problématique du Tiers-Monde va limiter le champ d'action externe de l'Argentine et la priver de participer, de se prononcer sur des thèmes lui incombant dans sa caractéristique de pays périphérique en voie de développement, tels que le dialogue Nord-Sud, l'établissement d'un nouvel ordre économique international ou le désarmement mondial, entre autres.

Pour ce scénario, le monde arabe est la seule région du Tiers-Monde qui garde un certain intérêt politique, à cause d'une initiative personnelle du président Menem, qui prétend établir non seulement des rapports commerciaux et financiers préférentiels avec cette région, mais aussi devenir le médiateur et trouver une solution au conflit du Moyen-Orient.

F — Les relations avec les pays socialistes

Elles seront subordonnées à de simples intérêts commerciaux (l'URSS étant aujourd'hui le principal client commercial de l'Argentine) et à son

intention d'améliorer ses relations avec les États-Unis. L'objectif sera donc de changer la dépendance commerciale actuelle avec l'URSS, afin d'obtenir de meilleurs échanges commerciaux avec les États-Unis. On prévoit donc un recul de l'établissement de relations « sensées » avec les blocs des pays socialistes par rapport aux résultats obtenus pendant la gestion précédente.

Dans ce sens-là, il serait donc possible que les accords de pêche avec la Bulgarie et l'URSS ne soient pas renouvelés; on pourrait aussi attendre la suspension des rapports fréquents avec l'Union soviétique au niveau des ministres des Affaires étrangères et l'adoption de sévères condamnations pour les pays où les procès de libéralisation politique n'ont pas encore commencé: c'est le cas de Cuba, de la Corée du Nord, de l'Albanie et de quelques pays communistes de l'Afrique.

Face aux pays de l'Europe de l'Est, l'Argentine s'en tiendra à une politique de *low profile*, en attendant les décisions prises par les États-Unis pour cette région.

IV — Scénario de politique extérieure péroniste orthodoxe

Ce scénario est dirigé par un groupe de politiciens et techniciens qui conçoivent la politique externe en accord avec les idées de base traditionnelle de la politique extérieure péroniste. Voici les traits principaux de cette politique orthodoxe:

- Imprimer un fort caractère nationaliste à toutes ses actions;
- Maintenir des tendances autonomistes fermes, combinées aux intentions de diriger la région;
- Soutenir des visions politiques archaïques, rendant la politique externe totalement imprévisible.

Ce scénario pourrait être dirigé par M. Archibaldo Lanús, ancien vice-ministre du gouvernement de Menem, qui démissionna à cause d'une mésentente avec le ministre Cavallo.⁶

Parmi les positions possibles de politique externe, on distingue:

A — Sur le plan global

L'action externe sur ce plan utilisera les organismes internationaux pour s'orienter vers une troisième voie⁷ gouvernementale et pour condamner tout

6. Il faut préciser que le Dr. Archibaldo Lanús est l'expression la plus modérée du secteur orthodoxe de tendance nationaliste. Les dirigeants les plus représentatifs du courant forment une faction minoritaire mais puissante à l'intérieur du péronisme. M. le Député Saturnino Aranda, Président de la Commission des Affaires étrangères du Congrès National est l'un de ses représentants.

7. Terme dérivé de la doctrine de la « troisième position » énoncée par le Général Perón en 1947 et qui exprime l'équidistance des blocs de pouvoir.

essai d'ingérence et de pression de la part des superpuissances dans les affaires du Tiers-Monde.

En ce qui concerne le thème de la dette externe on réclamera l'établissement d'un nouvel ordre économique et on privilégiera les actions unilatérales concernant la négociation d'intérêts et de capitaux, tout en appliquant, à ce sujet, la thèse péruvienne.

On condamnera la présence militaire des deux superpuissances dans les différentes régions du monde, pour offrir l'appui aux peuples qui luttent pour leur libération. On approuvera aussi les initiatives globales de désarmement nucléaire, mais sans faire référence aux armes conventionnelles, puisqu'on aspire à devenir un important producteur et exportateur d'armement.

B — Sur le plan de l'Amérique latine

La tendance à assumer des positions d'extrême autonomie et de pays leader, va forcer les pays comme le Brésil, le Venezuela et le Mexique à une politique de différenciation relative afin de ne pas compromettre leurs propres projets d'intégration régionale et de bonnes relations avec les États-Unis.

Le rétablissement de doctrines géopolitiques archaïques⁸ va rétablir la méfiance dans les relations bilatérales avec le Brésil et le Chili. Cette attitude provoquera l'isolement régional de l'Argentine et retardera le processus d'intégration en Amérique latine. Ses positions radicalisées vont gêner sa participation aux mécanismes de concertation régionale.

C — Les relations avec les États-Unis

Les expressions manifestement hostiles de la part du gouvernement argentin vont détériorer les relations avec les États-Unis. Face à cette situation, le pays du Nord va maintenir une politique de méfiance et d'isolement relatif (similaire à celles qui ont eu lieu lorsque Perón était au pouvoir, à la fin de la Seconde Guerre mondiale).

En ce sens, les États-Unis vont inciter le reste des pays de l'Amérique latine à établir une politique de *low profile*, en excluant l'Argentine de certaines activités hémisphériques telles qu'exercices militaires ou projets de développement régional. Les États-Unis vont aussi exercer une pression sur le Japon et l'Europe occidentale, afin que ceux-ci maintiennent une politique similaire envers l'Argentine.

8. Les secteurs nationalistes du péronisme liés aux Forces Armées pendant la décennie 50 ont élaboré des doctrines géopolitiques signalant le Brésil et le Chili comme étant des puissances ennemies à cause de leurs politiques expansionnistes.

D — Les rapports avec l'Europe occidentale

À cet égard, les pays européens percevront le gouvernement argentin avec beaucoup de méfiance, en raison des positions radicales et imprévisibles dans ses relations avec les superpuissances. Cette perception négative s'accroîtra par une politique diplomatique agressive mise en oeuvre au cours du conflit des îles Malouines. Ceci impliquera des condamnations permanentes pour la Grande-Bretagne. En conséquence toute tentative pour améliorer les rapports avec tout pays de la Communauté européenne, sera compromise par la Grande-Bretagne.

E — Les relations avec le Tiers-Monde

Elles seront, tout au moins sur le plan rhétorique, le principal intérêt de la politique extérieure argentine. En ce sens sa participation au Mouvement des non-alignés sera très active. Pourtant, ses positions extrêmement nationalistes engendreront méfiance parmi les pays les plus modérés du mouvement (l'Inde, la Yougoslavie, l'Indonésie, entre autres) et elles seront soutenues par les pays arabes et quelques-uns des pays radicaux du Tiers-Monde.

Il faut ici remarquer l'admiration que les secteurs nationalistes du péronisme professent pour le Chef d'État libyen Kadhafi et les rapports étroits maintenus par quelques dirigeants péronistes d'origine arabe avec les organisations palestiniennes.

F — Les relations avec les pays socialistes

Une détérioration des relations avec les pays socialistes et surtout avec l'URSS s'ensuivra, comme avec les États-Unis. Non seulement à cause de cette troisième voie rhétorique, mais aussi en raison d'un certain anticommunisme régnant dans l'éclectique doctrine internationale péroniste.

À l'intérieur de ces conceptions géopolitiques archaïques « l'expansionnisme soviétique » est presque aussi dangeureux que « l'impérialisme américain ».

V — Scénario de la politique extérieure péroniste rénovatrice

Ce scénario est dirigé par des politiciens et des techniciens appartenant à la faction interne du péronisme, appelée « rénovatrice », qui, tout en ayant perdu l'élection interne lors du choix de la formule présidentielle, gardent le contrôle de la structure du parti. Le leader de ce scénario, José Bordón, est entouré d'un groupe de politiciens et d'experts. En général, on peut considérer ce scénario comme une espèce de continuation de la politique externe appliquée par le gouvernement radical précédent, et ceci à cause de multiples

coïncidences que les radicaux avaient atteintes avec le péronisme rénovateur sur ce sujet. Parmi les mesures possibles de politique extérieure, on distingue :

A — Sur le plan global

L'action externe sur ce plan semble s'orienter vers le maintien de certaines constantes de la politique extérieure argentine, telles que le raffermissement des organismes internationaux et la négociation comme la seule alternative valable pour résoudre les conflits.

Face aux initiatives de paix, on continuera sans doute à chercher un accord global entre les superpuissances permettant d'approfondir la distension existante. On prévoit aussi le maintien gouvernemental d'une offensive diplomatique en faveur des Droits de l'Homme en vigueur dans les différents pays du monde.

B — Sur le plan de l'Amérique latine

Les relations avec l'Amérique latine apparaîtront dans l'agenda des priorités du gouvernement. L'adhésion aux tendances du renforcement de l'indépendance et l'autonomie de la région est censée permettre aux processus de démocratisation politique et de développement économique d'aboutir, ceci par le biais de mécanismes de concertation et de négociation existants (Groupe des huit).

Le thème de la dette persistant, on cherchera des accords régionaux permettant une concertation d'ensemble avec les créiteurs et le gouvernement des États-Unis pour obtenir de meilleures conditions : réduction du capital et des taux d'intérêt, crédits flexibles pour le développement économique de la région, entre autres.

Les objectifs principaux dans la formulation de la politique envers l'Amérique latine seront le renforcement des relations avec le Brésil, et l'acheminement ensuite vers l'intégration de toute la région. En ce qui concerne la crise en Amérique centrale, le gouvernement va maintenir sa participation au groupe d'appui au Contadora.

C — Les relations avec les États-Unis

La caractéristique principale de la politique extérieure envers les États-Unis sera la reconnaissance de la diversité de perspectives entre les États-Unis et l'Amérique latine (comme pendant l'administration précédente). Une fois ces différences délimitées, il sera nécessaire d'établir les formes de négociation pour les améliorer et la cohabitation sur les points de dissension inévitables. D'un autre côté, une recherche d'intérêts communs aura lieu, tels

que les valeurs démocratiques et le respect des libertés individuelles, entre autres.

D — Les relations avec l'Europe occidentale

Elles traverseront une période au cours de laquelle les gouvernements européens vont éprouver une certaine méfiance envers le gouvernement argentin. Seulement après une période d'observation, s'ils remarquent des signaux positifs de la part de ce dernier, des relations plus intenses se rétabliront, rendant valides les traités d'association avec l'Italie et l'Espagne (signés en 1987 et 1988 respectivement), avec la possibilité d'en signer d'autres, avec la Suisse et l'Allemagne Fédérale.

Au sujet de la souveraineté sur les îles Malouines, la réclamation permanente devant tous les organismes internationaux sera maintenue. D'un autre côté, on essaiera de rétablir le dialogue bilatéral, à l'aide des bons offices d'un troisième pays impartial.

Parmi les thèmes qui vont constituer l'agenda visant à l'unification européenne en 1992, on distingue: le protectionnisme et l'endettement comme aspects problématiques, la coopération économique, les possibilités de transfert technologique et les affinités socio-culturelles en tant qu'aspects positifs à approfondir.

E — Les relations avec les pays du Tiers-Monde

L'Argentine va maintenir invariable son adhésion au Mouvement des pays non-alignés. Elle tentera d'approfondir le processus de « désidéologisation » des relations entre les États le composant; ce processus s'insère dans la distension progressive entre les blocs. D'après cette logique, elle proposera la définition d'intérêts communs à tous les pays membres. Tenant compte de la nouvelle réalité internationale, cette définition pourrait rendre le dialogue Nord-Sud plus facile et favoriser une coopération Sud-Sud croissante.

F — Les relations avec les pays socialistes

Le gouvernement, en accord avec les préceptes de pluralisme et de non-alignement, va maintenir des relations fluides avec la totalité des pays socialistes afin de diversifier ses supports politiques et son marché commercial.

Les relations avec cette région, de même qu'avec les États-Unis, seront fondées sur la délimitation des différences et sur la recherche et l'approfondissement d'intérêts communs. La relation avec l'URSS sera insérée dans le cadre de la distension mondiale et de la politique extérieure soviétique envers l'Amérique latine fondée sur les intérêts réciproques.

Conclusions

Il est très difficile d'élaborer des conclusions dans un travail prospectif. Tout au plus, peut-on formuler une opinion subjective, en posant la question à savoir quel serait le scénario le plus probable ou celui qui s'ajusterait le mieux aux intérêts nationaux et à l'image argentine dans le monde. Mais une opinion subjective n'est pas valable. Aussi, comme je l'ai mentionné au début, l'objectif de cet exposé n'est pas celui de prévoir ce qui arrivera en politique extérieure argentine dans les prochaines années, ni celui de prédire les événements inévitables. Son intention est, fondamentalement, celle de présenter les tendances en cours parmi l'infinité d'événements possibles, avec le seul but de réduire la surprise et sensibiliser les acteurs politiques, analystes et décideurs intéressés.